

# Procès-verbal

Pour information

Le document présente l'objectif et les conclusions approuvées de la 44<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration de l'ITIE.

# PROCÈS-VERBAL DE LA 44<sup>E</sup> RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE

---

## Table des matières

<b>44-1 Discours de bienvenue de la présidente et adoption de l'ordre du jour .....</b>	<b>2</b>
<b>44 -2 Introductions .....</b>	<b>3</b>
<b>44-3 Comités du Conseil d'administration et réunions à venir.....</b>	<b>4</b>
<b>44-4. Autres points .....</b>	<b>5</b>
<b>Clôture de la 44<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration .....</b>	<b>5</b>
<b>Annexe A : Liste des participants .....</b>	<b>6</b>

## **44-1 Discours de bienvenue de la présidente et adoption de l'ordre du jour**

La présidente du Conseil d'administration de l'ITIE, La Très honorable Hon Helen Clark, adresse un rappel à l'ordre formel aux membres du Conseil d'administration et leur demande d'adopter l'ordre du jour. Mme Clark remercie les membres sortants du Conseil d'administration et en particulier son ancien président, M. Fredrik Reinfeldt, pour le leadership dont il a fait preuve lorsqu'il présidait l'ancien Conseil d'administration. Elle souligne l'importance de la détermination et de l'engagement des membres du Conseil d'administration ainsi que l'esprit constructif dont ils doivent faire preuve dans leur engagement au sein du Conseil d'administration.

Mme Clark prononce un discours d'ouverture, faisant part de son appréciation au sujet des accomplissements réalisés par les secrétariats nationaux et les Groupes multipartites des 52 pays de l'ITIE tout en préservant l'identité mondiale de l'Initiative. Elle présente ses priorités initiales à l'approche de la prochaine réunion du Conseil d'administration à Addis-Abeba, et déclare son intention de rencontrer les parties prenantes des gouvernements, des entreprises et de la société civile lors des prochains événements aux Nations Unies. Elle explique en détail ses projets de rencontres avec les parties prenantes dans le cadre d'un forum politique de haut niveau qui se tiendra en juillet 2019, au cours duquel les progrès accomplis relativement aux Objectifs de développement durable (ODD) seront examinés, en plaçant l'accent sur l'Objectif 16 consacré à la paix et la gouvernance, ainsi que lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2019, lors de laquelle se tiendra le Sommet Action Climat.

Mme Clark expose ses projets de déplacements en octobre et novembre 2019, afin de se familiariser plus avant avec le travail sur le terrain et de solliciter de nouveaux pays à sensibiliser en Amérique latine et en Afrique afin qu'ils rejoignent l'ITIE.

Mme Clark conclut son discours par une présentation des prochaines étapes, indiquant que l'ordre du jour de la réunion du Conseil d'administration à Addis-Abeba attirera l'attention du Conseil sur deux points essentiels à l'ordre du jour. Le premier portera sur l'adoption d'une position plus marquée relativement à la corruption et à la manière dont l'ITIE peut aborder ce problème dans le secteur extractif, sur la base d'un document commandité par le Secrétariat international. Elle rappelle aux membres du Conseil d'administration que la Norme ITIE 2019<sup>1</sup> représente un grand pas dans la bonne direction, grâce à sa focalisation sur les divulgations systématiques, mais que bien plus de travail sera nécessaire pour mettre en œuvre les modifications. Deuxièmement, elle rappelle également aux membres du Conseil d'administration les engagements pris en faveur de l'égalité des sexes et concernant l'élaboration d'une note d'orientation par le Secrétariat international, et elle insiste sur le fait que, selon elle, ces points à l'ordre du jour sont fondamentaux pour l'orientation future de l'ITIE. Elle conclut que la priorité restera la mise en œuvre de la nouvelle Norme, tout en soulignant les opportunités de discussions au sujet de nouvelles approches relativement à la Validation et aux déclarations dans le cadre de divulgations systématiques.

## 44 -2 Introductions

Charles Abel, ancien Premier ministre adjoint et ministre du Trésor public de la Papouasie–Nouvelle-Guinée, qui a perdu son poste suite à un remaniement au sein de son gouvernement, a présenté ses excuses avant la réunion pour ne pas être en mesure d'y participer. Mme Clark demande au collège des pays de mise en œuvre de s'assurer de sélectionner un remplacement. Étant donné que Maria Teresa S. Habitan, secrétaire adjointe du Département des finances des Philippines, n'est plus en mesure de se rendre à Paris, un siège reste vacant. Les autres membres du Conseil d'administration qui sont absents de la réunion sont Sasja Beslik, Olga Bielkova, James Ensor, Agnès Solange Ondigui Owona, Samuel Urkato et Erica Westenberg.

Les membres du Conseil d'administration se présentent rapidement (veuillez vous reporter à l'Annexe A pour consulter la liste complète des participants).

### Mesures

- Le collège des pays mettant en œuvre l'ITIE devra désigner un remplacement pour Charles Abel en tant que membre du Conseil d'administration.

---

<sup>1</sup> ITIE (2019), « Norme ITIE 2019 », <https://eiti.org/fr/document/exigences-norme-itie-2016>

## 44-3 Comités du Conseil d'administration et réunions à venir

Mme Clark note qu'il est prévu de discuter de deux documents du Conseil d'administration et convie le **secrétaire du Conseil d'administration, Mark Robinson**, à les présenter.

M. Robinson présente le *document du Conseil d'administration 44-4-A consacré aux comités du Conseil d'administration*, expliquant que les Termes de Référence pour les deux comités devront être examinés par les comités lors de leurs premières réunions. Les membres du Conseil d'administration devront indiquer au Secrétariat le comité dans lequel ils souhaitent siéger.

M. Robinson se félicite de la conduite d'une discussion sur la structure des comités. Selon une étude d'autoévaluation récente du Conseil d'administration, la rationalisation des comités suscite un grand intérêt. Les résultats de l'étude recommandent que le Conseil d'administration examine la structure des comités et leurs améliorations potentielles. M. Robinson explique que la structure actuelle découle d'un examen de la gouvernance effectué en 2015. Il précise que le Comité de Gouvernance et de Supervision pourrait envisager de mener un examen au cours de la nouvelle année. Il donne ensuite la parole aux membres pour qu'ils soumettent des commentaires.

**Stuart Brooks** déclare que certains comités assument une charge de travail bien supérieure à celles d'autres comités et indique qu'il pourrait être intéressant de répartir cette charge de travail en invitant les membres d'autres comités à y participer dans certaines circonstances.

M. Robinson poursuit en présentant le *document du Conseil d'administration 44-4-B sur les réunions du Conseil d'administration de l'ITIE en 2019 et 2020*. Il mentionne les statuts de l'association<sup>2</sup> qui exigent la tenue d'au moins deux réunions du Conseil d'administration par an. Dans la pratique, trois réunions par an ont été organisées, ainsi qu'une quatrième lors des années au cours desquelles la Conférence de l'ITIE est organisée, compte tenu de la réunion entre les anciens et les nouveaux membres du Conseil d'administration. Encore une fois, M. Robinson évoque l'étude et le fait que les membres sont satisfaits de la fréquence des réunions. Il mentionne que la norme fait l'objet d'une réunion en février, qui comprend un examen des comptes annuels, qu'il y a une réunion du Conseil d'administration en mai ou en juin, puis une dernière réunion du Conseil en octobre visant à convenir des prochains plans de travail et du budget annuels.

M. Robinson souhaite disposer de dates précises pour les réunions du Conseil d'administration un an à l'avance et prie les membres du Conseil d'administration d'envisager des dates pour les 46<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> réunions du Conseil prévues pour 2020. Il appelle également les membres à examiner des lieux potentiels pour la tenue de la 47<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration, car souvent, les pays membres sont disposés à accueillir les réunions du Conseil, ce qui est considéré comme positif pour obtenir l'adhésion des parties prenantes et pour bénéficier d'un appui financier.

Mme Clark souhaite préciser que le Secrétariat proposera un plan de travail 2020 complet pour

---

<sup>2</sup> ITIE (2016), « Status de l'association ITIE », <https://eiti.org/fr/document/statuts-litie>

adoption et propose également que le Secrétariat envisage d'inclure un séminaire du Conseil d'administration au cours de sa 45<sup>e</sup> réunion à Addis-Abeba ou lors de sa réunion suivante à Oslo.

M. Robinson confirme que le plan de travail 2020 sera présenté lors de la 44<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration et prend bonne note des propositions.

*À la fin du point à l'ordre du jour, le Conseil d'administration approuve les deux documents.*

## Mesures

- Tous les nouveaux membres du Conseil d'administration devront envoyer une copie de leur passeport et le formulaire d'inscription signé à Leah Krogsund ([lkrogsund@eiti.org](mailto:lkrogsund@eiti.org)).
- Les membres du Conseil d'administration devront envoyer leurs préférences en matière d'adhésion aux comités ainsi que pour les dates des réunions du Conseil d'administration en 2020, d'ici à la fin du mois de juillet 2019.

## 44-4. Autres points

**Eric Nürnberg** rappelle les remarques du secrétaire général de l'OCDE, relativement à un accord entre l'OCDE et l'ITIE, et demande des clarifications du Secrétariat à ce propos.

M. Robinson répond en mentionnant un projet de collaboration de travail entre l'ITIE et l'OCDE relativement aux entreprises d'État et au commerce des matières premières. Il convient que les accords politiques en dehors des activités du plan de travail convenues par le Conseil d'administration devront être approuvés par ce dernier.

M. Robinson demande aux membres de reconnaître les contributions du personnel du Secrétariat et de ses partenaires, qui ont assuré la réussite de la Conférence mondiale, notamment la responsable de la Conférence, Shemshat Kasimova.

Enfin, M. Robinson rappelle aux membres du Conseil d'administration que l'initiation de trois heures fournie aux nouveaux membres du Conseil démarrera le lendemain matin.

## Clôture de la 44<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration

## Annexe A : Liste des participants

### Présidente

La Très honorable Helen CLARK

### Pays

#### Pays mettant en œuvre l'ITIE

**M. Ruslan BAIMISHEV**, directeur du Département de l'utilisation des sous-sols au ministère de l'Industrie et du Développement d'infrastructures de la République du Kazakhstan

**Supl. : Mme Olga BIELKOVA**, députée, directrice adjointe du Comité parlementaire sur le complexe de combustible et d'énergie de l'Ukraine

**M. Charles ABEL**, Premier ministre adjoint et ministre du Trésor public de la Papouasie–Nouvelle-Guinée

**Supl. : Mme Maria Teresa S. HABITAN**, secrétaire adjointe du Département des finances des Philippines

**M. Ian Chitumba MWIINGA**, responsable des communications au secrétariat de l'ITIE Zambie

**Supl. : M. Samuel URKATO**, ministre des Mines et du Pétrole de l'Éthiopie

**Mme Awa Marie COLL-SECK**, ministre d'État du Sénégal

**Supl. : M. Django Mady COULIBALY**, Coordinateur National de l'ITIE au Mali

**Mme Agnès Solange ONDIGUI OWONA**, Coordinatrice Nationale de l'ITIE au ministère des Finances du Cameroun

**Supl. : Mme Marie-Thérèse HOLENN AGNONG**, Coordinatrice Nationale de l'ITIE en République démocratique du Congo

**Mme Carolina ROJAS HAYES**, vice-ministre des Mines au ministère des Mines et de l'Énergie de la Colombie

**Supl. : M. Eduardo GUEVARA**, vice-ministre des Hydrocarbures au ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou

#### Pays soutenant l'ITIE

**Mme Sonia Le BRIS**, directrice générale du département Politique externe et Partenariats de Ressources naturelles Canada

**Supl. : M. Michael TOYRYLA**, directeur du service Analyse des politiques et de Diplomatie publique du Bureau des ressources énergétiques du Département d'État américain aux États-Unis

**Mme Marte BRISEID**, conseillère principale de la section Pétrole pour le développement de l'Agence norvégienne de la coopération au développement (NORAD) en Norvège

**Supl. : M. Timo VOIPIO**, conseiller principal au ministère des Affaires étrangères de la Finlande

**Mme Geneviève Van ROSSUM**, représentante spéciale chargée de la bioéthique et de la responsabilité sociale d'entreprise au ministère des Affaires étrangères de la France  
**Supl. : M. Sören DENG**G, directeur de la Division de l'énergie, des infrastructures et des matières premières au ministère fédéral de la Coopération et du Développement économiques de l'Allemagne

## Organisations de la société civile

**M. César GAMBOA**, Derecho, Ambiente y Recursos naturales, Pérou  
**Supl. : M. Óscar PINEDA**, Projet sur l'organisation, le développement, l'éducation et la recherche (PODER), Mexique

**M. Brice MAMCKOSSO**, secrétaire permanent de la Commission Justice et Paix en République du Congo  
**Supl. : M. Mtwalo MSONI**, Coordinateur National de PCQVP, Zambie

**Mme Cielo MAGNO**, professeurs adjointe Bantay Kita ; Faculté d'économie de l'Université des Philippines Diliman, Philippines  
**Supl. : Mme Diana El KAISY**, directrice exécutive de The Lebanese Oil and Gas Initiative (LOGI), Liban

**M. Oleksiy ORLOVSKY**, International Renaissance Foundation, Ukraine  
**Supl. : Mme Maria LOBACHEVA**, directrice exécutive d'Echo – association publique, Kazakhstan

**Mme Erica WESTENBERG**, directrice des programmes de gouvernance de l'Institut de gouvernance (NRGI)  
**Supl. : M. Simon TAYLOR**, co-fondateur et directeur de Global Witness

## Entreprises, investisseurs compris

**M. Sasja BESLIK**, chef du service Investissements responsables de Nordea Group  
**Supl. : M. James NICHOLSON**, chef du service Responsabilité d'entreprise de Trafigura Group

**M. Stuart BROOKS**, directeur des Relations internationales de Chevron  
**Supl. : M. Tom HUFFAKER**, conseiller principal, service Affaires entreprises, Exxon Mobil Corporation

**M. Stephen DOUGLAS**, conseiller principal auprès du président du Département de l'exploration et de la production chez Total  
**Supl. : M. Erik NÜRNBERG** – conseiller principal en politiques juridiques chez Equinor

**M. James ENSOR**, directeur exécutif de la fondation BHP Billiton Foundation  
**Supl. : M. Carlos ARANDA**, directeur des services techniques de Southern Peru Copper Corporation

**M. Alan McLEAN** vice-président exécutif de la Structure fiscale et des Affaires de Royal Dutch Shell plc

**Supl. : M. Dominic EMERY**, vice-président du Département des prévisions à long terme chez BP

**Mme Simone NIVEN**, directrice des relations d'affaires du groupe du Département des affaires externes de Rio Tinto

**Supl. : M. Richard MORGAN**, Anglo American

## Secrétaire du Conseil d'administration

**M. Mark ROBINSON**, directeur exécutif du Secrétariat international de l'ITIE à Oslo

## Observateurs

**M. Koen Van ACOLEYEN**, directeur par intérim pour l'aide humanitaire et la transition (D5) au Service public fédéral des affaires étrangères, du commerce international et de la coopération au développement en Belgique

**M. Lucas ALKAN**, chef du Secrétariat international de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, Papouasie–Nouvelle-Guinée

**Mme Gro ANUNDSKAAS**, directrice générale adjointe du service Pétrole et Gaz au ministère du Pétrole et de l'Énergie de la Norvège

**Mme Vilma ARBAJE**, directrice du service Relations internationales du ministère de l'Énergie de la République dominicaine

**Mme Laurence ARNOULD**, spécialiste de programme à l'Organisation internationale de la Francophonie en France

**M. Luke BALLENY**, Coordinateur de l'ITIE au bureau du président du Conseil international des mines et des métaux (ICMM) au Royaume-Uni

**M. Marc BANZET**, directeur de la division Ressources naturelles et Gouvernance chez Affaires mondiales Canada

**Mme Pamela BELL**, Affaires d'entreprise, Glencore PLC

**Mme Rhona BIRCHALL**, conseillère en gouvernance du secteur extractif du Département britannique du développement international (DFID) au Royaume-Uni

**M. Sacha BLUMEN**, directeur adjoint du service Développement du secteur privé, Département de l'économie du développement dans le secteur privé et l'agriculture, division du développement multilatéral et des finances, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) en Australie

**Mme Rachel BONFANTE**, directrice générale des Affaires d'entreprise chez Chevron

**Mme Octavia BORTHWICK**, secrétaire adjointe, Département de l'économie du développement dans le secteur privé et l'agriculture, division du développement multilatéral et des finances, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) en Australie

**Mme Susan BOKOBO**, services mondiaux fiscaux et bénéfiques et profits, Repsol, Espagne

**M. Ruud CINO**, membre MT, service Chaleur et Sous-sol du ministère des Affaires économiques et de la Politique climatique des Pays-Bas

**Mme Clémence CONTENSOU**, directrice des politiques du service Transparence dans les industries extractives et Gouvernement ouvert de la Mission de gouvernance démocratique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France

**M. Ousmane DEME**, directeur des opérations à la Banque mondiale aux États-Unis



**Mme Elena DRAKOS**, KEO-50, Département de la politique de développement du ministère des Affaires étrangères de la Finlande

**M. Mustapha FALL**, conseiller juridique auprès de l'ITIE Sénégal

**Mme Susanna FREEMAN**, secrétaire d'entreprise chez KAZ Minerals au Royaume-Uni

**Mme Laura GAVINELLI**, CRIET, Centre de recherche interuniversités sur l'économie des territoires du Département de l'administration d'entreprise (DiSEADE) de l'Université de Milano-Bicocca en Italie

**Mme Lisa GÜNTHER**, directrice des politiques au ministère fédéral des Affaires économiques et de l'Énergie de l'Allemagne

**Mme Lina HOLGUIN**, analyste principale des politiques de la Division des ressources naturelles et de la gouvernance chez Affaires mondiales Canada

**M. Winfried HORSTMANN**, directeur général de la politique industrielle au ministère fédéral des Affaires économiques de l'Allemagne

**M. Antonio Isa Conde**, ministre de l'Énergie de la République dominicaine

**M. Michael JARVIS**, directeur exécutif de la Transparency & Accountability Initiative aux États-Unis

**M. Fred KABANDA**, responsable de la Division du secteur extractif de la Banque africaine de développement au Centre africain des ressources naturelles (CARN) en Côte d'Ivoire

**Mme Maria KURIKKALA**, chargée de dossier au ministère des Affaires étrangères de la Finlande

**M. Johannes LOHMEYER**, conseiller en projets dans le secteur auprès du service des Industries extractives et du Développement de l'Agence allemande du développement (GIZ) en Allemagne

**M. Karim LOURIMI**, responsable du service Ressources naturelles chez BDO Consulting en Tunisie

**M. Christian Fredrik MICHELET**, partenaires chez Schjødt Advokatfirma en Norvège

**Mme Isabel MUNILLA**, directrice des politiques au service Transparence des industries extractives chez Oxfam America aux États-Unis

**Mme Zin Mar MYAING**, conseillère en programmes et techniques du secrétariat de la Coordination Nationale de l'ITIE au Myanmar

**M. Ye Lin MYINT**, Coordinateur National d'Alliances for Transparency and Accountability (MATA) au Myanmar

**M. Frode NEERGAARD**, conseiller en chef du Département de la croissance et de l'emploi dans la coopération au développement au ministère des Affaires étrangères du Danemark

**M. Cosmas Milton OCHIENG**, directeur du Centre africain des ressources naturelles de la Banque africaine de développement en Côte d'Ivoire

**M. Kimihiko OKANO**, deuxième secrétaire de l'Ambassade du Japon en France

**M. Michel OKOKO**, Coordinateur National de l'ITIE en République du Congo

**Mme Olena PAVLENKO**, présidente de DiXi Group en Ukraine

**M. Papa Alioune Badara PAYE**, secrétaire adjoint permanent du Sénégal

**Mme Elisa PETER**, directrice exécutive de Publiez ce que vous payez au Royaume-Uni

**M. Sergio PIAZZARDI**, directeur des politiques à la Direction générale du développement et de la coopération d'EuropeAid, Commission européenne, Belgique

**M. Boris RAEDER**, directeur du secrétariat de l'ITIE Allemagne en Allemagne

**M. Matthew RAY**, directeur adjoint de Business Frameworks au Royaume-Uni

**M. Sven Ulrich RENNERT**, directeur de programme du Fonds EGPS de la Banque mondiale aux États-Unis

**M. Mark RICHARDS**, conseiller principal du service Affaires externes et Politique économique chez Rio Tinto

**Mme Marie ROTH**, conseillère chez Glencore International AG.

**M. Charles SETEN**, directeur du service Énergie au Département d'État américain/Bureau des ressources énergétiques aux États-Unis

**Mme Tatyana SEDOVA**, coordinatrice de programme pour l'ITIE de Publiez ce que vous payez (PCQVP) au Royaume-Uni

**M. Luigi SAMPAOLO**, vice-président du service Projets et Relations stratégiques en matière de durabilité chez ENI

**Mr Christopher SHELDON**, responsable des pratiques dans les secteurs de l'Énergie et des Industries extractives, Banque mondiale

**Mme Linda TAMAKLOE**, directrice principale des relations avec les investisseurs chez Ghana National Petroleum Corporation au Ghana

**M. Shaun TEICHNER**, conseiller général chez Glencore

**Mme Vimala THANGAVELOO**, conseillère juridique principale du Département de la responsabilité sociale chez Shell International B.V. aux Pays-Bas

**M. Jürg VOLLENWEIDER**, directeur de programme au Secrétariat d'État à l'économie (SECO) en Suisse

**M. Pascale VETTA**, directeur du service Droits de l'homme, Transparence et Affaires mondiales chez ENI en Italie

**M. Juan Cruz VIEYRA**, spécialiste principal de l'unité Institutions de développement de la Banque interaméricaine de développement (BID) en République dominicaine

**Mme Johanna WYSLUCH**, directrice de projet dans le secteur au service des Industries extractives et du Développement de l'Agence allemande du développement (GIZ) en Allemagne

**M. Hideki YAZAWA**, premier secrétaire de l'Ambassade du Japon en France

**Mme Marie-Louise DJUMA YOHARI**, directrice des communications, des relations publiques et des rencontres pour l'ITIE RDC en République démocratique du Congo

## Secrétariat international de l'ITIE :

Mme Chiugo AGHAJI, responsable pays  
M. Bady Mamadou BALDÉ, directeur pour l'Afrique  
M. Sam BARTLETT, directeur technique  
Mme Christina BERGER, directrice du numérique  
M. Christoffer CLAUSSEN, directeur technique  
Mme Anna Herbert de la PORTBARRE, coordinatrice linguistique  
M. Santiago DONDO, directeur régional  
Mme Murjanatu GAMAWA, directrice pays  
M. Dylan GÉLARD, directeur régional  
M. Alex GORDY, directeur de la Validation  
Mme Catherine GREENE, directrice pays  
Mme Josefina HERRERA, directrice des RH et des finances  
M. Andrew IRVINE, responsable du service Juridique et Engagement d'entreprise  
Mme Joanne JONES, consultante en communications et durabilité  
Mme Shemshat KASIMOVA, responsable de la Conférence  
Mme Lydia KILPI, responsable de la Validation  
Mme Leah KROGSUND, assistante de direction et responsable de la gestion  
Mme Maylis LABUSQUIÈRE, directrice pays  
Mme Annie MAGNUS, directrice pays  
Mme Inès Schjolberg MARQUES, directrice des politiques  
M. Matthew MCKERNAN, directeur pays  
Mme Gay ORDENES, directrice pour l'Asie  
Mme Monica OSORIO, stagiaire LAC  
M. Hugo PARET, directeur technique  
M. Francisco PARIS, directeur LAC  
Mme Leila PILLIARD, directrice des communications  
M. Victor PONSFORD, directeur des communications  
M. Eddie RICH, directeur adjoint du Secrétariat  
Mme Jaqueline TERREL TAQUIRI, directrice technique  
Mme Indra THÉVOZ, responsable des politiques et pays  
Mme Olesia TOLOCHKO, directrice pays  
Mme Oliana VALIGURA, directrice régionale  
M. Pablo VALVERDE, directeur régional  
M. Brynjar WIERSHOLM, directeur des finances et des RH